

**ARRÊTÉ
DU PRESIDENT**
N° ARRAE_2025_025

**Mise à jour n°6 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de
l'ancienne Communauté de Communes du Canton de
Rocheservière**

Le Président de Terres de Montaigu, Communauté d'agglomération,

*Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L5211-9,
Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L151-43, L153-60, R151-51 et R153-18,
Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal de l'ancienne Communauté de Communes du Canton de Rocheservière
approuvé par délibération du Conseil communautaire en date du 14 octobre 2019 et ses évolutions,
Considérant le plan des servitudes d'utilité publique mis à jour annexé,
Considérant que Terres de Montaigu, Communauté d'agglomération détient la compétence « Plan Local d'Urbanisme,
document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » conformément aux statuts modifiés en date du 03 mars 2025,*

ARRÊTE

ARTICLE 1

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de l'ancienne Communauté de Communes du Canton de Rocheservière est mis à jour à la date du présent arrêté, conformément au plan des servitudes d'utilité publique annexé.

La procédure de mise à jour a pour objet :

- La reprise de la servitude T1 « Servitudes de protection du domaine public ferroviaire » : il s'agit de la correction d'une erreur matérielle dans le cadre de l'intégration des données géographiques lors de l'approbation du PLUi en 2019.

ARTICLE 2

La mise à jour sera effectuée dans les documents tenus à la disposition du public à Mon Espace Habitat et dans les mairies des communes membres concernées par ce PLUi.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera affiché au siège de Terres de Montaigu, Communauté d'agglomération et dans les mairies des communes membres concernées par ce PLUi, pendant un mois.

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera adressé au Préfet, à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Vendée et à SNCF Immobilier.

Fait à Montaigu-Vendée

Le Président,
Antoine CHEREAU

Certifié exécutoire par le Président, compte tenu de la réception en Préfecture et de sa publication et/ou de sa notification.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nantes (6, allée de l'Île Gloriette – CS 24111 – 44041 NANTES Cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification

Signé électroniquement par : Antoine Chereau
Date de signature : 05/06/2025
Qualité : Président de Terres de Montaigu Communauté d'agglomération

